

## L'édito

**Patrick Monay**  
Rédacteur  
en chef



## Du sucre et une dose de bon sens

Imaginez ce qu'il se serait passé si on avait dit aux gens il y a une quinzaine d'années: abstenez-vous de fumer dans les bars et les restaurants, par égard pour le personnel et les autres clients. Pas grand-chose, voire rien. Pour réduire les risques liés à la fumée passive, il a fallu passer par une interdiction pure et simple. Et plus personne en Suisse ne songerait aujourd'hui à revenir là-dessus.

On peut dès lors comprendre que certains veuillent emprunter une voie similaire pour juguler un autre problème de santé publique, la consommation excessive de sucre. Comme d'autres élus de gauche, la conseillère nationale genevoise Laurence Fehlmann Rielle met le doigt là où ça fait mal: les sodas, qui sont à l'origine de près de 40% des sucres ajoutés de notre alimentation, contribuent largement à ce qui ressemble de plus en plus à une

épidémie d'obésité. Plus d'une personne sur quatre est en surpoids ou obèse dans notre pays.

Plusieurs fabricants ont pris l'engagement de réduire volontairement la teneur en sucre de leurs boissons, céréales et autres yogourts. Une autorégulation dont la gauche a probablement raison de se méfier: des mesures strictes seraient plus efficaces.

Or, le monde politique rechigne à emprunter ce chemin. Le Conseil fédéral n'en voit pas l'utilité. Et vous pouvez compter sur le Groupe d'information Boissons rafraîchissantes - c'est le joli nom de ce lobby à Berne - pour ferrailler contre la nouvelle demande contraignante qui s'annonce.

Reste une arme à manier sans modération: le bon sens. L'avantage, c'est qu'elle est à la portée de n'importe qui. Il suffit de mettre la pédale douce sur les sodas, les plats ultratransformés, les céréales en boîte... D'avoir à l'esprit que boire un Coca équivaut à mâchouiller et avaler plusieurs carrés de sucre d'un coup. Il s'agit aussi et surtout de le répéter à nos enfants, même s'ils n'ont pas envie de l'entendre. De réserver thé froid, sucreries et McDo à certaines occasions.

Bref, à l'heure des bonnes résolutions, faisons preuve de responsabilité dans ce domaine. Et n'oublions pas que l'eau reste la plus désaltérante et rafraîchissante des boissons - quoi qu'en disent les pros du marketing industriel.

À LIRE EN PAGE 5

patrick.monay@lematindimanche.ch

# La Suisse peine à dompter ses millions de chats

**ANIMAUX** Avec 1,8 million d'individus, dont 225'000 errants souvent malades, le pays croule sous les félins. Une situation dramatique, notamment pour la biodiversité. Castration, puçage, couvre-feu: que faire?

**PATRICK OBERLI**  
patrick.oberli@lematindimanche.ch

«Pour lutter contre la surpopulation des chats, il faut absolument castrer tous les individus qui peuvent sortir. Saviez-vous qu'un couple de chats, dont la descendance a des petits deux fois par an, peut statistiquement engendrer 420'715 chats en sept ans?»

Tamara Jung est directrice de la Société de protection des animaux (SPA) de la région Bienne-Seeland-Jura bernois. La surpopulation des chats, elle connaît. C'est même l'une de ses préoccupations principales. Chaque année, son refuge en recueille des dizaines. Il organise également des campagnes de castration de centaines de chats errants. «Souvent, ces derniers sont gravement malades. Il faut des semaines pour les soigner, car ils souffrent de diarrhée, de rhume, d'inflammations des yeux, de mycoses ou de parasites.»



«Le monde politique n'était pas prêt à agir.»

Tomi Tomek, cofondatrice et présidente de SOS Chats à Noiraigue (NE)

Plus de 420'000: le chiffre est volontairement provocateur. Car frapper les esprits est peut-être le seul moyen d'attirer l'attention sur un problème dont la société peine à accepter l'ampleur. Mais en réalité, il n'y a pas besoin de placer les portées félines dans des modèles statistiques pour avoir le vertige. Mandatée par l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV), l'Université de Berne a récemment estimé à 1,8 million la population totale de chats en Suisse, dont 225'000 animaux errants. Par comparaison, le pays comptait quelque 550'000 chiens fin 2022, selon la banque de données animalières Identitas.

### «Une patate chaude»

Les défenseurs des chats tirent la sonnette d'alarme depuis des années, à l'instar de Tomi Tomek, cofondatrice et présidente de SOS Chats à Noiraigue (NE). Celle qui abrite aujourd'hui «une centaine de chats aux nerfs à vif, car ils ont été maltraités ou chassés», rappelle, entre autres, la pétition demandant l'obligation de la castration qu'elle avait lancée en 2012. Près de 40'000 signatures avaient été collectées en quelques

jours, et cela sans l'aide des réseaux sociaux. «Mais le monde politique n'était pas prêt à agir.»

En juin 2018, une nouvelle pétition munie de 115'000 signatures a été déposée à Berne. Sans plus de succès. Six ans plus tard, comme le déplore l'association Katzenfreunde, «rien n'a changé. Le Conseil fédéral ne reconnaît pas la souffrance des chats en Suisse et la politique ne bouge pas, bien que le problème s'aggrave chaque année.» Il faut dire que le calvaire de ces animaux, qui végètent aux alentours de fermes, de pépinières ou d'usines désaffectées, est souvent invisible.

L'urgence est également atténuée par le fait que, politiquement, le chat est «une patate chaude. L'empoigner demande du courage, car derrière chaque chat, il y a un électeur», relève avec humour Sébastien Humbert, député Vert/libéral au Grand Conseil vaudois, qui a tenté de se saisir du problème. Thomas Baumann, élu Verts au parlement argovien, en a fait l'expérience après avoir évoqué en 2024 «le fléau des chats» dans un débat... sur les chiens. Plusieurs courriels lui sont alors parvenus le traitant de monstre, témoignait-il dans le «Tages-Anzeiger».

Malgré les «dangers», le sujet semble entrer doucement dans le débat politique. Le 11 décembre 2024, la conseillère nationale Nina Schläfli (PS/TG) a apostrophé le gouvernement en lui demandant ce qu'il faisait pour juguler les 2 millions de chats domestiques présents en Suisse. Une semaine plus tard, son homologue Meret Schneider (Les Verts/ZH) déposait deux motions visant à introduire l'obligation de castrer les chats et de prévoir un puçage obligatoire pour tous les chats domestiques. Aujourd'hui, plus de 700'000 chats sont déjà enregistrés de cette manière.



Noiraigue (NE), le 3 janvier 2025. La fondation SOS Chats recueille des dizaines de chats errants. Yvain Genevay

### Discussions avec les cantons

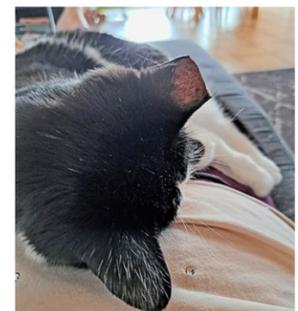
Signe des temps? Un puçage général est exactement ce qu'envisage l'OSAV. Aucune décision n'a toutefois été prise. À Berne, on parle prudemment de «clarifications en cours» et «d'échange avec les services vétérinaires cantonaux», tout en affirmant qu'une «solution nationale est considérée comme souhaitable».

Selon l'office fédéral, les avantages seraient multiples, allant d'une «meilleure base pour l'application de la législation sur la protection des animaux» à «une responsabilisation accrue des détenteurs», en passant par une «sensibilisation renforcée aux questions de santé animale grâce aux visites chez le vétérinaire».

Cet argumentaire ne convainc pas totalement. «Techniquement et pratiquement, ce serait compliqué à réaliser, explique un vétérinaire romand. Je pense que l'on atteindrait avant tout les animaux que l'on connaît déjà. Mais qu'en serait-il des chats de ferme et des chats semi-sauvages? La conséquence sera peut-être une augmentation du nombre de chatons tués à la naissance pour éviter de devoir les pucer et surtout de payer pour cela.»

## «River», chatte «castrée une deuxième fois

«Notre chatte est rentrée avec une oreille coupée et une cicatrice fraîche d'opération sous le ventre. Nous avons eu l'info que c'est suite à une prise de chats errants pour stérilisation de masse. L'initiative est bonne, mais notre chatte est pucée et déjà stérilisée! Fin novembre 2024, le message d'Audrey sur le groupe Facebook de son village du Jura bernois a provoqué une vraie émotion. «J'ai partagé ce message, car j'ai remarqué que plusieurs personnes - comme moi - ne connaissaient pas cette manière de faire. C'est une amie vétérinaire qui m'a informée.» Pour Audrey, il s'agissait aussi de partager son incompréhension, sachant que River, 3 ans, était enregistrée. Pour en savoir plus, elle a aussi contacté alors l'antenne régionale de la SPA, qui a organisé l'opération. Réponse: il y a eu une erreur humaine. «Ils ont ramené River à l'endroit de sa cap-



ture, quand ils ont remarqué qu'elle était pucée.» À Orpund (BE), Tamara Jung, directrice de l'antenne de la SPA Bienne-Seeland-Jura bernois qui a organisé l'opération, confirme et regrette la mésaventure de River: «Il y a eu un enchaînement de circonstances malheureuses et d'erreurs humaines. Parfois de grandes colonies de chats sont capturées d'un coup dans les prises de masse, ce qui augmente le risque d'erreur.»

«River» a été prise dans une rafle de chats errants. Résultat: une oreille coupée et une cicatrice. DR



Un problème déjà bien présent, si l'on en croit NetAP (Network for Animal Protection), fondation internationale spécialisée dans les programmes de castration: «En Suisse, on estime que 200'000 chatons non désirés sont tués chaque année, ce qui signifie qu'ils sont battus à mort, noyés, étouffés, abattus ou euthanasiés.»

#### Une vision globale

Si le bien-être des félins est la préoccupation première, le débat s'est petit à petit élargi à leur impact sur la biodiversité. Là également, les estimations laissent pantois: 30 millions d'oiseaux et un demi-million de reptiles et de batraciens seraient tués chaque année en Suisse par les chats restés prédateurs dans l'âme.

Ces conséquences impressionnantes ont amené Mathilde Marendaz, députée d'Ensemble à Gauche au Grand Conseil vaudois, à déposer en septembre dernier, avec Sébastien Humbert, un postulat intitulé «Quand le chat n'est pas là, les souris dansent». «L'objectif est très simple: nous demandons que le gouvernement examine comment l'on pourrait gérer de la meilleure manière l'impact sur la biodiversité

### En chiffres

**150 à 250**  
En francs, le coût d'une stérilisation chirurgicale pour une chatte. Pour les mâles, le prix varie de 60 à 150 francs.

**12'000**  
Le nombre de chats errants stérilisés en 2023 par les trois principales organisations de protection des animaux.

**30 mio**  
Le nombre d'oiseaux tués chaque année par les chats en Suisse.

des populations félines dans le canton de Vaud.» Une commission a été créée dans la foulée.

Les pistes évoquées se veulent pragmatiques, excluant par exemple l'instauration d'une taxe au chat. «Il y a de nombreuses autres idées à étudier, comme l'enregistrement obligatoire, le port d'un collier, des couvre-feux nocturnes, les interdictions dans les zones sensibles ou la plantation d'arbustes épineux protégeant les oiseaux», énumère Sébastien Humbert.

«Je défends le fait que les mesures ne doivent pas s'attaquer à la population, mais plutôt lui donner les moyens d'agir par elle-même et je crois qu'il y a consensus là-dessus avec les autres groupes politiques», précise Mathilde Marendaz. Une taxe, par exemple, toucherait injustement les couches de la population disposant de moins de moyens financiers. On ne doit pas occulter la dimension sociale très importante des chats pour de nombreuses personnes, notamment âgées.»

En Suisse, un ménage sur trois abrite au moins un chat. Cela fait beaucoup de monde à convaincre. Ou à éviter de caresser à rebrousse-poil.

### Onze mesures évoquées

Pour contrôler la population des chats en Suisse et limiter ses effets sur la biodiversité, plusieurs mesures sont évoquées. Florilège.

1. Puçage et enregistrement obligatoires.
2. Introduction d'une taxe pour les chats d'extérieur, à l'instar de celle prélevée pour les chiens.
3. Stérilisation obligatoire de tous les chats qui ont accès à l'extérieur.
4. Port d'un collier de couleur ou d'une clochette pour protéger la biodiversité.
5. Couvre-feu nocturne pour limiter la chasse à l'aube et au crépuscule.
6. Autorisation de sortie dans ou aux abords de zones protégées et à certaines périodes de l'année.
7. Plafonnement du nombre de chats par ménage.
8. Plantation d'arbustes épineux favorables à la protection des oiseaux.
9. Utilisation d'une laisse pour les sorties.
10. Moratoire de dix ans interdisant l'importation et l'élevage de chats.
11. Incitation à l'utilisation de litières végétales à la place des minérales pour limiter les mâchefers.

mais qu'ils appartiennent à des familles, ils les gardent aussi?» s'interroge Audrey, en écho aux commentaires mentionnant la disparition d'autres chats qui ont suivi son post. À Noiraigue (NE), Tomi Tomek préside SOS Chats, une fondation qui organise aussi des opérations de stérilisation. Elle déplore ce type de méprises, même si elle conçoit qu'une erreur humaine est toujours possible. «Nous faisons très très attention. Parfois, même si un chat est enregistré, mais qu'il est en bonne santé, nous vérifions qu'il n'a pas de propriétaire.» Pour limiter les risques, SOS Chats se plie aussi en quatre pour informer la population des opérations à venir. «Les réseaux sociaux sont un bon moyen d'avertir les voisins qui peuvent ainsi garder leurs chats à l'intérieur le jour J.» Pour Tamara Jung, le puçage reste le meilleur moyen de protéger son animal.

### » par erreur

River a malheureusement été confondue avec un chat sauvage.» Sa mésaventure n'est pas restée sans conséquence: «Des mesures supplémentaires ont été prises, assure Tamara Jung. Nos vétérinaires ont un nouveau protocole qu'ils doivent signer avant la castration. Celui-ci atteste que le chat a été contrôlé au niveau de la puce électronique.» Et la pointe de l'oreille coupée, est-ce une pratique normale? «Oui, c'est un signe international indiquant que le chat est déjà castré et qu'il n'a plus besoin d'être capturé.» Quelques semaines après sa mésaventure, heureusement, River se porte bien. Et la SPA a envoyé des fleurs à la famille pour s'excuser. Mais son histoire pose la question de l'information de la population lors des prises de masse, sachant que souvent les félins sont gardés dans les refuges après leur capture. «Si des chats ne sont pas pucés,

# «120 procédures liées au terrorisme sont en cours»

**SÉCURITÉ** Le nombre de cas a doublé depuis 2022 et atteint un record, s'inquiète Stefan Blättler, procureur général de la Confédération. Interview.

Les attentats terroristes de Magdebourg (All) et de La Nouvelle-Orléans ont alarmé l'opinion publique mondiale durant les Fêtes. Stefan Blättler, procureur général de la Confédération, explique pourquoi la situation est également tendue en Suisse. Il est à la tête de 280 collaborateurs et collaboratrices qui enquêtent sur des crimes tels que le terrorisme islamiste et le crime organisé. En poste depuis 2022, il met aussi en garde contre des situations comme celles des banlieues suédoises, où les guerres de gangs avec fusillades font désormais partie du quotidien.

**Monsieur Blättler, le Proche-Orient est en ébullition. Vous attendez-vous à davantage de cas de terrorisme en Suisse?**

La situation est très confuse. L'instabilité est actuellement la seule constante au Proche-Orient. Qui aurait pensé en novembre que le régime d'Assad tomberait si rapidement? Nous devons suivre attentivement la situation ici. C'est toutefois aux services de renseignement qu'il revient d'évaluer la situation.

**À quoi vous préparez-vous?**

Nous devons nous préparer à une augmentation des activités terroristes en Suisse. À cet égard, nous avons déjà atteint un record historique: actuellement, environ 120 procédures liées au terrorisme sont en cours chez nous, ce qui correspond au double de cas par rapport à 2022.

**Est-ce simplement de la chance si la Suisse a été épargnée par les attentats terroristes jusqu'à présent?**

Il est important de se souvenir que notre pays a également connu trois attentats terroristes ces dernières années, à Morges, Lugano et Zurich.

**Quel est, selon vous, le risque d'un attentat de grande ampleur comme celui qui a eu lieu à Magdebourg?**

Il est difficile de le dire. L'évaluation du Service de renseignement montre toutefois que le danger est réel en Suisse aussi. L'attentat de Magdebourg souligne que nous devons être vigilants.

**De quel type d'activités terroristes s'agit-il concrètement?**

Je ne peux rien dire sur les différentes procédures. Seulement en général: il s'agit de propagande terroriste sur internet, d'argent qui est versé depuis la Suisse à des organisations terroristes et de personnes qui partent faire le djihad. Il y a un risque que ces personnes planifient elles-mêmes un jour des atten-

**Stefan Blättler, procureur général de la Confédération.**

Alessandro Della Valle/Keystone

tats si elles ne sont pas arrêtées par des enquêtes. On peut partir du principe que nos interventions récentes ont effectivement permis d'empêcher des attentats planifiés.

**Le MPC est-il en mesure de faire face à une telle augmentation du nombre d'affaires?**

Je ne veux pas me plaindre. Mais je dois tout de même constater que nous avons atteint nos limites en termes de personnel.

**Cela signifie-t-il que vous demandez davantage de procureurs fédéraux tout comme davantage d'agents pour la police judiciaire fédérale?**

J'attire l'attention sur le fait que la situation est tendue. Il faut tout particulièrement des agents de police judiciaire fédérale. Car s'il n'y en a pas assez, nous serons également bloqués au niveau du Ministère public de la Confédération.

**La Confédération doit économiser sur tous les fronts pour maîtriser les dettes. Estimez-vous sérieusement avoir des chances d'obtenir davantage de personnel?**

Je l'espère. Pour que vous puissiez voir où nous en sommes, je vais faire une comparaison: dans les cantons, il y a environ sept policiers pour un procureur, alors que la Confédération n'en compte même pas deux par procureur.

**Quel type d'affaires traîne dans vos tiroirs?**

Les cas concernés sont des cas isolés de suspicion de crime organisé et de cybercriminalité, que nous ne pouvons pas traiter en priorité pour le moment en raison du manque de personnel.

**Qu'est-ce qui menace concrètement la Suisse?**

Je n'aime pas le dire. Mais nous devons veiller à ce que nous n'ayons pas un jour des conditions comme celles des banlieues en Belgique ou en Suède, où les traces de la criminalité des gangs sont désormais clairement visibles - avec des fusillades, des dizaines de morts et du racket. Il ne faut pas que des bandes rivales issues du crime organisé se battent en pleine rue.

**Autrefois, la Suisse était considérée comme un paradis pour les criminels économiques.**

**Est-ce toujours le cas?**  
Non, il est tout simplement faux d'affirmer que la Suisse ne fait pas assez d'efforts pour lutter contre la criminalité économique. Chez nous, l'État de droit fonctionne, et

lorsque nous constatons des abus, nous agissons contre les entreprises et leurs dirigeants. En 2024, nous avons obtenu des ordonnances pénales contre des entreprises milliardaires comme Glencore et Gunvor, pour ne citer que deux exemples. Cela est également de plus en plus reconnu au niveau international. MISCHA AEBI ET ADRIAN SCHMID

